



Lyon, le 20 septembre 2022

Page 1 / 1

Affaire ERAI : la gestion de Jean-Jack Queyranne condamnée en appel

Dans le dossier ERAI, la Cour d'appel de Lyon, dans un arrêt du 8 septembre dernier, a confirmé la condamnation de la Région à payer 10 M€ pour des faits remontant à la présidence de l'ancien président PS Jean-Jack Queyranne. Le tribunal judiciaire de Lyon avait reconnu des fautes de gestion de l'ancien président d'ERAI et de la Région alors dirigée par une coalition PS-Écologistes-Extrême-Gauche.

Créée en 1987 à l'initiative de la Région Rhône-Alpes, l'association ERAI (Entreprises Rhône-Alpes International), dont la vocation était d'accompagner les entreprises à l'export a, dans ses premières années, connu une forte croissance. La décision de la Région de lui confier le pavillon de l'exposition universelle de Shanghai 2010 a dégradé ses comptes. Son internationalisation, en l'absence de modèle économique viable, a provoqué une importante gabegie financière. La succession d'erreurs et de fautes commises ont conduit au redressement judiciaire puis à la liquidation de la structure en 2015.

Après que de nombreuses anomalies de gestion ont été identifiées, la justice considérait que la collectivité avait « poursuivi une exploitation structurellement déficitaire pendant plusieurs années et maintenu artificiellement ERAI en activité, ce qui constitue, non pas une simple négligence, mais une faute de gestion ayant contribué à l'insuffisance d'actif dont elle doit être déclarée responsable. » Elle condamne aujourd'hui la Région à payer les dettes de l'ancien exécutif.

La gestion catastrophique de la précédente majorité socialiste, écologiste et extrême-gauche, conduit aujourd'hui la Région Auvergne-Rhône-Alpes à devoir assumer les fautes commises entre 2004 et 2015. Les fautes de gestion de l'exécutif de l'ancien président PS de l'ex-Région Rhône-Alpes, dont le tribunal a fait la démonstration, vont coûter plus de 10 M€ (10,46M€) aux contribuables de notre Région.

Pour **Laurent WAUQUIEZ**, président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, *“C'est la condamnation de la gestion Queyranne. Faire payer les fautes et l'incompétence de l'ancienne majorité aux habitants de la Région est un scandale et une honte pour leurs auteurs. Comme nous le faisons depuis 2016, nous continuerons pour notre part à veiller à la meilleure gestion de l'argent public”.*

